

## MANIFESTATION

# Prêts à forcer les portes pour un toit

Ce n'est pas de l'humour noir. Juste trois mots, sur sa casquette, dans une langue qu'il ne parle pas: "Jeune riche, Paris". Jeune, riche - ou même Parisien - ce papa rom des Réformés (1<sup>er</sup>) ne l'est évidemment pas: comme 900 membres de sa communauté, il vit au rythme de la rue, des expulsions de squats. À Marseille, 13 000 personnes (hommes, femmes, enfants, seniors) vivent aussi sans abri et devraient pourtant, selon les termes de l'article L.345-2-2, se voir proposer un toit par l'État. Or, le dispositif d'hébergement d'urgence ou provisoire ne compte, lui, que 6 000 places. Les délais pour y accéder? De six mois à plus d'un an et demi.

Contre cette situation "extrêmement grave", le collectif des Délinquants solidaires (1), qui manifestait hier en centre-ville, ne voit qu'une issue: la réquisition citoyenne de bâtiments publics désaffectés. Car des locaux vides, ce n'est pas ce qui manque: selon les estimations, le territoire métropolitain en compterait "72 000" et Marseille "30 000", relève Fathi Bouaroua, délégué régional de la Fondation Abbé-Pierre, qui rappelle que l'ordonnance de 1945 a posé comme "immoral et politiquement inacceptable" le fait de ne pas loger les personnes à la rue quand on dispose du parc immobilier pour le faire. "Les délinquants, ce sont ceux qui écrivent des lois qu'ils ne respectent pas", fustige, chez Médecins du monde, la psychiatre Béatrice Stambul.

Ces acteurs de l'urgence sociale se sont engagés dans un manifeste à soutenir de prochaines réquisitions citoyennes à Marseille. Un ex-bâtiment de la Dreal, situé boulevard



Les acteurs de l'urgence sociale veulent réquisitionner des locaux vides pour y mettre des familles à l'abri.

/PHOTO ORIANE BAULT

Périer (8<sup>e</sup>), avait déjà retenu leur attention. "C'est mieux que les hôtels de merde, inadaptés, où l'on loge les familles", enrage Jean-Régis Rooijackers, pour Just et Médecins du monde. L'État dépense pour cela de 28 à 50 € par jour.

Interrogé lors de la Conférence intercommunale du logement (lire ci-dessus) par La Provence, Yves Rousset, le préfet à l'égalité des chances, s'est engagé à "recevoir aussi rapidement que possible" le collectif pour "parler de cette hypothèse. Mais c'est assez

complicé puisque cela pourrait signifier que nous mettons en place des squats légaux", a-t-il prévenu. En 2012, sur la requête de la ministre Cécile Duflot, 125 immeubles appartenant au public, à l'Église ou à de grands propriétaires privés, avaient été identifiés pour réquisition à Marseille.

Delphine TANGUY

(1) Cimade, Médecins du monde, Fondation Abbé-Pierre, Emmaüs, Fnars, Uriopps, JRS Welcome, RESF, RUSF, Agir Aix, Just, Imaje santé.

MARS\_001

4.7

La Provence  
fait les vœux  
AFFAIRES



MARSEILLE  
Face à la vague  
Airbnb, les

Marseille

N° 7325

La Provence